

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 08/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAT NITROGEN FRANCE**

12, place de l'Iris  
La Défense 2  
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2025.03.R.11  
Code AIOT : 0005800607

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2025 dans l'établissement LAT NITROGEN FRANCE implanté Rue de l'Industrie 76120 LE GRAND-QUEVILLY. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 03 février 2025 avait pour objectif de contrôler les rejets atmosphériques de la société LAT NITROGEN pour son site du Grand-Quevilly.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAT NITROGEN FRANCE
- Rue de l'Industrie 76120 LE GRAND-QUEVILLY
- Code AIOT : 0005800607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société LAT NITROGEN exploite un site de production d'ammoniac et de fertilisants azotés sur la commune du Grand Quevilly.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AR - 5

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Valeurs limites des rejets atmosphériques (1/2)	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.2.5 du Titre 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Valeurs limites des rejets atmosphériques (2/2)	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.2.5 du Titre 3	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
4	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 9.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Incident ou accident	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.7.1 du Titre 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 9.2.1.2	Sans objet
6	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.2 de l'annexe 6	Sans objet
7	Périodes transitoires	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.3 de l'annexe 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite du 03 février 2025, l'inspection des installations classées constate une autosurveillance régulière de la part de l'exploitant sur les différents rejets atmosphériques. L'exploitant est invité néanmoins à transmettre au fil de l'eau les paramètres suivis mais non communiqués régulièrement jusqu'à présent (NOx de EG5, SO<sub>2</sub> de AM2, poussières de U Fluidiseur de AMMO). L'exploitant transmettra également les rapports issus des mesures réalisées par l'APAVE

en fin d'année 2024 (Fluidiseur et EG5).

Sur le suivi des poussières de l'unité de production d'ammonitrates, l'inspection des installations classées relève les difficultés de l'exploitant à étalonner sa sonde SICK. Aujourd'hui, les résultats contradictoires issus des contrôles réalisés par l'APAVE semblent très éloignés de la situation réelle de par la méthode employée par le prestataire. L'inspection des installations classées attend avec intérêt le rapport de l'APAVE de janvier 2025 dont les conclusions détermineront l'avenir des prélèvements poussières de l'unité de production d'ammonitrates.

Devant les dépassements relevés par l'autosurveillance de LAT NITROGEN pour les poussières au droit de la tour de Prilling en flux et concentration moyenne annuelle, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant l'organisation d'une réunion tripartite avec l'APAVE afin de traiter le sujet d'ici le 31 mai 2025. À l'issue de cette réunion, l'inspection se réserve la possibilité de proposer à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet de mise en demeure visant le retour en conformité de l'exploitant sur ses rejets en poussières de l'émissaire U1 PR.

Concernant les rejets d'ammoniac de l'unité AM2, l'inspection des installations classées confirme que les VLE ammoniac définies dans l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 (1 g/Nm3 en concentration instantanée et 30 kg/h en flux horaire) seront opposables à LAT NITROGEN à l'issue de l'arrêt intermédiaire de mars/avril 2025. À ce jour, LAT NITROGEN n'est pas en mesure d'atteindre ces performances. En conséquence, LAT NITROGEN précisera avant le 15 avril 2025 les mesures envisagées au cours de l'arrêt intermédiaire de mars/avril 2025 pour atteindre ces VLE en plus de transmettre l'ensemble des études en sa possession portant sur la mise en place de l'équipement de stripping de l'unité AM2.

Concernant l'autosurveillance des émissions atmosphériques, LAT NITROGEN est invité à transmettre son rapport annuel à la suite de la publication des données ATMO NORMANDIE 2024.

L'inspection des installations classées réitère sa demande formulée à l'issue de la visite sur la fourniture du dernier rapport du service d'inspection reconnu (SIR) quant à l'état de la structure des colonnes des cheminées de l'unité AM2 U Décarb ainsi que la méthode d'autosurveillance de suivi de l'ammoniac employé pour cet émissaire (**demande n°11**).

Enfin, LAT NITROGEN transmettra avant le 30 avril 2025 un rapport d'incident conforme à l'article 2.71 du Titre 2 de l'arrêté préfectoral cadre du 30 septembre 2022 suite à l'événement du 30 janvier 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des

émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.

[...]

III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

IV. - Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Par courrier électronique du 11 février 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports d'essais des unités suivantes :

- AMMO Decarb (2023/2024), Prilling (2023) & Fluidiseur (2023)
- EG5 (2023)
- N7 & N8 (2024)
- AM2 - U1203 (2023/2024)
- AM2 - V1601 (2023/2024)

Par courrier électronique du 19 mars 2025, l'exploitant a transmis le rapport Prilling (2024)

**Demande n°1 :** les mesures au droit du Fluidiseur et d'EG5 ayant été réalisées fin 2024, l'exploitant ne disposait pas des rapports à la clôture du présent rapport. Il transmettra en conséquence ces rapports à l'inspection des installations classées dès réception, accompagnés de commentaires sur les éventuels écarts constatés.

L'exploitant a indiqué rencontrer des difficultés dans le renseignement de certains paramètres sur la plateforme GERE. Notamment, la déclaration du rejet des poussières des unités AMMO est rendue compliquée par la présence de 2 cheminées. Comme il n'est pas possible de renseigner 2 rejets pour un même paramètre, l'exploitant génère une concentration combinée fictive pour correspondre aux rejets des 2 cheminées. L'exploitant a précisé que les phases d'arrêt et de redémarrage étaient renseignées dans l'autosurveillance mensuelle reprises dans GERE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 2 : Valeurs limites des rejets atmosphériques (1/2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.2.5 du Titre 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions

#### **Prescription contrôlée :**

Les rejets issus de chaque atelier doivent respecter les valeurs limites en concentration précisées dans les annexes respectives relatives à chaque atelier, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> de référence de 3% pour l'émissaire U1203, 3 % pour UN7 et UN8, 6 % pour UDéc, 21 % pour UA2, 21 % UEG5, 21 % U1PR.

Par ailleurs, on entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites précisées dans les tableaux des annexes respectives.

### **Constats :**

Afin de contrôler le respect des VLE de LAT NITROGEN, l'inspection des installations classées s'est appliquée à vérifier les déclarations d'autosurveillance de l'exploitant pour chaque émissaire sur les mois de décembre 2023, novembre 2024 et décembre 2024, comparativement aux valeurs relevées par l'APAVE. Le mois de décembre a l'avantage de présenter les cumuls des rejets atmosphériques de l'année civile écoulée.

#### Unité Nitrique 8 :

En préambule des échanges, l'exploitant a rappelé les investissements réalisés sur l'unité de production Nitrique 8 afin de baisser les rejets de N<sub>2</sub>O et de NO<sub>x</sub> par le remplacement d'un catalyseur tertiaire en avril 2024. Ces modifications ont permis de réduire les rejets de plus de 50%. L'exploitant a également indiqué l'amélioration de la maîtrise de l'outil DeNO<sub>x</sub>, notamment dans les phases transitoires. Le suivi de l'équipement est quotidien pour maîtriser au mieux la variation des traitements en fonction de la charge reçue. Cette unité est très suivie par l'exploitant au titre des quotas CO<sub>2</sub>.

#### Prilling (ammonitrates) :

Le rejet de la tour de prilling se décompose en 4 grandes fosses dont une seule est prélevée en continu pour les besoins de l'autosurveillance. Une étude du CERTAM (Centre d'Étude et de Recherche Technologique en Aérothermique et Moteurs) de janvier 2021 a modifié le point de prélèvement poussières pour le rendre plus homogène. L'exploitant procède à un échantillon dont il nivelle par la suite les résultats sur la semaine. Le prélèvement est réalisé dans une solution de barbotage dans laquelle le NO<sub>3</sub> et le NH<sub>4</sub> sont employés pour quantifier les poussières d'ammonitrates. Le rapport de contrôle périodique réalisé par l'APAVE met au jour des divergences de mesures comparatives, avec une méthodologie chez LAT NITROGEN qui majore les résultats pour les poussières et minore les résultats pour l'ammoniac. Les valeurs d'autosurveillance ainsi que les relevés de l'APAVE, malgré leur divergence, ne mettent pas en avant de dépassement de la VLE pour le paramètre concentration de poussière fixée à 40 mg/Nm<sup>3</sup> pour les 12 mois de 2024.

**Non-conformité n°1 :** en revanche l'analyse des tableaux d'autosurveillance mensuel mettent en avant le dépassement de la VLE pour le flux de poussières sur 6 mois de l'année 2024. De même, la valeur limite de concentration moyenne en poussières calculée sur une période de 12 mois courants, fixée à 15 mg/Nm<sup>3</sup>, est dépassée en 2023 (28 mg/Nm<sup>3</sup>) et en 2024 (22,9 mg/Nm<sup>3</sup>).

**Demande n°2 :** devant les dépassements soulevés par l'autosurveillance de l'exploitant et les incohérences avec les résultats de l'APAVE, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'organiser une réunion de travail tripartite en présence de l'inspection et de l'APAVE sur le sujet **avant le 31 mai 2025**. L'inspection ne propose pas à ce stade de mise en demeure à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime vis-à-vis de ces non-conformités, mais se réserve la possibilité de présenter cette suite administrative à l'issue des échanges susmentionnés.

D2704 (ammonitrates) :

**Non-conformité n°2 :** les valeurs d'autosurveillance mais également de contrôle réglementaire mettent en exergue des dépassements réguliers de rejets en poussières à cet émissaire sur les 3 mois contrôlés.

L'exploitant a indiqué en séance les difficultés qu'il rencontre pour le prélèvement des poussières en milieu humide de l'émissaire D2704. L'humidité ambiante amène la poussière à se déposer sur la canne de prélèvement. Or, l'APAVE qui réalise le contrôle périodique effectue un rinçage de la canne et incorpore les poussières ainsi déposées dans le prélèvement, ce qui tend à majorer les résultats obtenus et dépasser les VLE.

Sur la pertinence des mesures effectuées, l'APAVE indique dans son rapport de contrôle que *"les réponses ne respectant pas les critères de variabilité, il y a lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour le paramètre poussières. Nous vous conseillons de ne pas intégrer les fonctions correspondantes, dans le système de traitement des données."*

Du côté de l'autosurveillance, la sonde BÊTA employée par l'exploitant arrive en fin de vie, la production de ses composants étant arrêtée par le fournisseur. Pour pallier à cet arrêt, l'exploitant a mis en place depuis 4 ans une sonde SICK qu'il ne parvient pas à étalonner de manière représentative de la valeur des rejets observés. À ce stade, l'APAVE ne saurait pas réaliser le QAL 2 (niveau d'assurance de qualité) de cet outil en l'absence de répétabilité des mesures pour l'étalonner avec un coefficient interne. Pour y remédier, LAT NITROGEN a proposé une méthodologie employée sur son site de GrandPuits et approuvée par la DREAL de Picardie.

En novembre 2022, le CERTAM a rendu à l'exploitant un rapport dont le but est d'effectuer une expertise granulométrique sur la cheminée de l'atelier ammonitrates n°2. Ce rapport indique que sur la durée effective de la campagne, l'intégralité (soit + de 99%) des émissions de la cheminée de l'atelier « ammonitrates n°2 » sont contenues dans la fraction PM10 avec environ 1/3 du total représenté par la fraction PM1. Les concentrations relevées sur la période étaient comprises entre 13 et 28 mg/Nm3 en résidu sec, (c'est-à-dire eau déduite), la moyenne étant quant à elle voisine de 20 mg/Nm3. Le CERTAM conclut que ces résultats sont concordants avec ceux de la jauge BÊTA, ce qui montre que cette dernière peut à priori servir de référence pour calibrer le système SICK destiné à prendre le relai. Le CERTAM estime qu'en prenant pour référence la période de mesure correspondant à son intervention, il obtient en moyenne un facteur multiplicatif de 2,44 à appliquer au système SICK afin que ce dernier soit correctement calibré pour exprimer une concentration massique juste en émission sèche. Ce facteur est toutefois susceptible de devoir être ajusté si la granulométrie ou les propriétés optiques des particules étaient amenées à changer.

Ainsi, l'APAVE a réalisé un contrôle en janvier 2025 dans le but de qualifier définitivement la sonde SICK. Les résultats de qualification sont attendus pour le mois de mars 2025.

Une fois cette sonde étalonnée, l'exploitant souhaiterait la définir comme sonde principale, avec la sonde BÊTA en support de contrôle parallèle.

**Demande n°3 :** l'inspection des installations classées demande à ce que lui soit transmise dès que disponible le rapport APAVE relatif au contrôle effectué en janvier 2025. LAT NITROGEN accompagnera utilement ce rapport de ses observations vis-à-vis des conclusions du sous-traitant.

Enfin sur ce sujet, l'exploitant a rappelé la nécessité de ne pas surchauffer la canne, ce qui aurait pour conséquence de biaiser le contrôle par la diminution notable de poussières captées.

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a rencontré des monticules de produits déversés à proximité des équipements de l'unité AMMO1.

<b>Demande n°4 :</b> l'exploitant procédera au nettoyage aussi souvent que nécessaire de ses équipements de sorte à prévenir en toute circonstance la dissémination ou le déversement de matières ou substances, conformément à l'article 2.1.1 Titre 2 de son arrêté préfectoral cadre du 30 septembre 2022. Il transmettra également à l'inspection la procédure de nettoyage de l'unité AMMO1 accompagnée du suivi mensuel qu'il opère pour en confirmer l'exhaustivité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Valeurs limites des rejets atmosphériques (2/2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.2.5 du Titre 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets issus de chaque atelier doivent respecter les valeurs limites en concentration précisées dans les annexes respectives relatives à chaque atelier, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</li> <li>à une teneur en O<sub>2</sub> de référence de 3% pour l'émissaire U1203, 3 % pour UN7 et UN8, 6 % pour UDéc, 21 % pour UA2, 21 % UEG5, 21 % U1PR.</li> </ul> <p>Par ailleurs, on entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites précisées dans les tableaux des annexes respectives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>EG5 :</u>  Sur l'unité EG5, l'analyse de l'ammoniac rejeté a lieu par barbotage, comme pour la tour de prilling.  L'analyse des rejets en poussières se fait également grâce à la sonde BÊTA. L'atmosphère de prélèvement étant sèche, l'exploitant ne rencontre pas les mêmes difficultés que dans la tour de lavage. Comme pour l'unité ammonitrates, l'exploitant cherche à remplacer cette sonde afin de maintenir ses moyens d'autosurveillance.  Pour les NOx, l'exploitant procède à un suivi annuel, dont le dernier prélèvement a eu lieu le 29 novembre 2024.</p> <p><b>Demande n°5 :</b> l'inspection des installations classées rappelle que la surveillance du paramètre NOx s'entend semestriellement en concentration instantanée et flux horaire. L'exploitant veillera donc à contrôler semestriellement le paramètre NOx (concentration instantané et flux horaire) et à transmettre les résultats régulièrement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Sur cette unité perdurent également des écarts entre l'autosurveillance effectuée par LAT NITROGEN et l'APAVE en novembre 2024. Toutefois, les valeurs obtenues sont toutes inférieures aux VLE applicables au site. 3 légers dépassements en poussières sont observés en décembre 2024 (concentration et flux).  L'exploitant a indiqué que les dépassements en poussières se retrouvaient souvent en phase de</p>



démarrage, dont pour rappel l'exploitant est autorisé au cours de ces phases transitoires à doubler ponctuellement ses VLE.

En 2023, une problématique de granulation dans le procédé avait été observée, caractérisée par la présence de fines supérieures à l'accoutumée dans le procédé, générant davantage d'envolée dans la cheminée. La problématique due à un ventilateur qui tournait à l'envers, entraînant un problème de qualité de production avait alors été identifiée puis réglée .

#### AM2 :

L'unité de production d'ammoniac bénéficie de VLE applicables pour le paramètre ammoniac conditionné par l'arrêté préfectoral cadre du 30 septembre 2022 *"au prochain arrêt planifié de l'unité"*. Un tel arrêt étant réalisé chaque année, l'inspection des installations classées a questionné l'exploitant sur les dépassements récurrents observés sur ce paramètre. En décembre 2024 selon l'autosurveillance de l'exploitant, l'émission d'ammoniac s'élevait en moyenne à 2688 mg/Nm<sup>3</sup> (pour une VLE fixée à 1000 mg/Nm<sup>3</sup>) et un flux horaire de 54 kg/h (contre une VLE fixée à 30 kg/h).

L'exploitant a indiqué en séance qu'initialement, cette VLE était déterminée par la mise en place d'un équipement de stripping sur l'unité ammoniac. Il a indiqué à l'inspection qu'à ce stade, les études étaient très avancées et que seule manquait l'autorisation financière du projet.

Par courrier électronique du 11 février 2025, l'exploitant a indiqué rétrospectivement que le dernier arrêt planifié de l'unité AM2 a eu lieu en avril/mai 2021 dans le cadre du dernier Grand Arrêt (soit antérieurement à l'AP du 30 septembre 2022 qui fixe l'applicabilité de la VLE ammoniac). En février 2023, LAT NITROGEN a présenté à l'inspection son calendrier de mise en service à fin 2024 d'une unité de strippage pour les rejets ammoniac. L'arrêt intermédiaire de l'unité nécessaire à la mise en place de l'équipement était planifié en avril 2024 avant d'être repoussé pour des raisons d'organisation interne en avril 2025.

**Commentaire n°1 :** l'inspection des installations classées confirme que les VLE ammoniac définies dans l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 (1 g/Nm<sup>3</sup> en concentration instantanée et 30 kg/h en flux horaire) seront opposables à LAT NITROGEN à l'issue de l'arrêt intermédiaire de mars/avril 2025.

**Par conséquent, sans travaux sur l'unité et à la vue des résultats d'autosurveillance actuels, l'exploitant se retrouvera en non-conformité sur ses rejets d'ammoniac au-delà de cette échéance.**

**Demande n°6 :** LAT NITROGEN indiquera **avant le 15 avril 2025** à l'inspection des installations classées les mesures envisagées au cours de l'arrêt intermédiaire de mars/avril 2025 pour atteindre les VLE ammoniac opposables au-delà de cet arrêt.

**Demande n°7 :** l'exploitant transmettra **avant le 15 avril 2025** l'ensemble des études en sa possession portant sur la mise en place de l'équipement de stripping de l'unité AM2 à l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées réitère également sa demande formulée à l'issue de la visite sur la fourniture de la procédure de prélèvement d'ammoniac par l'organisme vérificateur.

En 2023, l'exploitant a mis en route son unité de réduction DeNOx destinée à réduire les rejets atmosphériques d'oxydes d'azotes (NOx) générés lors de la combustion du gaz naturel sur le reformage primaire. En août 2023, des fuites de NOx avaient été relevées au droit des colonnes (cf rapport relatif à la visite d'inspection du 17 juin 2024). Lors de l'inspection, objet du présent rapport, l'exploitant a donné un état des lieux de l'incident, mentionnant le contrôle des colonnes à la caméra ultrasons, débouchant sur l'absence de fuites identifiées. Il a indiqué avoir poursuivi le

contrôle des serrages sur les colonnes de l'unité, ces contrôles ayant pu amener à décalorifuger les équipements, sans que de nouvelles fuites ne soient mises au jour.

**Demande n°8 :** sur l'unité AM2, l'autosurveillance du paramètre SO<sub>2</sub> au droit du conduit U1203 s'entend annuellement. L'exploitant a affirmé lors de l'inspection par le biais de calculs de ratio rencontrer des résultats conformes à l'arrêté préfectoral. L'exploitant veillera à transmettre ces résultats annuellement à l'inspection des installations classées en plus de décrire les calculs réalisés pour mesurer ce paramètre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 7 jours

#### N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 9.2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rapport annuel

**Prescription contrôlée :**

Les conditions de surveillance des rejets de chaque atelier sont données dans les annexes respectives.

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Par ailleurs, l'exploitant effectue en permanence, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une association de gestion d'un réseau de mesures de la pollution atmosphérique, une surveillance des conséquences de ses émissions de polluants atmosphériques sur la qualité de l'air au voisinage de l'établissement.

A partir de ces éléments, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées avant le 31 janvier de chaque année n un rapport annuel faisant le bilan de l'influence sur la qualité de l'air de ses émissions de l'année n-1.

**Constats :**

En séance, l'inspection des installations classées a questionné l'exploitant sur l'absence de données reçues sur les opérations de surveillance de l'émissaire UF (U Fluidiseur) de l'unité AMMO1/2 ces dernières années. L'exploitant a indiqué qu'il ne transmettait pas ces éléments auparavant.

L'exploitant a projeté au cours de la visite le rapport d'essais de l'APAVE pour l'année 2023. Les résultats d'analyse indiquent une valeur de 1,57 mg/Nm<sup>3</sup> en concentration pour une VLE fixée à 40 mg/Nm<sup>3</sup> et un flux massique de 0,26 kg/h pour une VLE fixée à 5 kg/h. Pour 2024, l'exploitant a fait procéder à l'analyse courant octobre, sans que les résultats ne lui soient parvenus au jour de la visite.

**Demande n°9 :** l'inspection des installations classées demande qu'à l'avenir les résultats du contrôle annuel de l'émissaire UF (U Fluidiseur) lui soit transmis dans un courrier dédié.

Préalablement à la visite, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre le rapport annuel faisant le bilan de l'influence sur la qualité de l'air de ses émissions

de l'année 2024, opposable dès le 31 janvier de l'année suivante.

Le représentant de LAT NITROGEN a expliqué que pour rédiger ce rapport, LAT NITROGEN s'appuyait sur les données récoltées par l'association de surveillance de la qualité de l'air ATMO NORMANDIE dont les données 2024 n'ont pas encore été communiquées. L'exploitant a ajouté que pour 2023, les données avaient été publiées en juin 2024. L'exploitant inspecte les résultats des stations d'ATMO NORMANDIE autour de son site pour mettre en exergue les dépassements. Pour 2023, le bilan NOx et poussières ne montrait pas d'impact de l'activité.

**Demande n°10 :** l'exploitant transmettra rapidement après la publication des données ATMO NORMANDIE 2024 le rapport annuel faisant le bilan de l'influence sur la qualité de l'air de ses émissions de l'année 2024 à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 5 : Surveillance environnementale

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 9.2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilan des résultats

**Prescription contrôlée :**

Selon l'échéancier de l'annexe 16 des prescriptions annexées au présent arrêté , l'exploitant assure une surveillance environnementale :

- en oxydes d'azote (NOx) dans l'air ambiant extérieur. La durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum de 10 jours suivant une méthode automatique avec une mesure de concentration en temps réel ;
- en poussières (PM10) (filtres avec analyses).

Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. La durée minimum des campagnes de mesure est de 10 jours consécutifs.

Le nombre d'emplacements de mesures, les conditions dans lesquelles les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans une notice disponible sur site. L'implantation spatiale des points de mesure doit être dûment justifiée au regard des conditions environnementales locales et des modélisations de rejets (canalisés et diffus) de polluants atmosphériques de façon à couvrir les cibles concernées par la dispersion des oxydes d'azotes. Un emplacement (propre à chaque polluant surveillé) positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est inclus au plan de surveillance.

En outre, la vitesse du vent et la direction des vents (à une hauteur de 10 mètre du sol) sont mesurées et enregistrées depuis l'établissement pendant toute la période de campagne de mesure de surveillance environnementale. La résolution de la station météorologique (direction du vent, force du vent, température, pression atmosphérique, humidité et pluviométrie) doit être au moins horaire. L'emplacement de la station doit être situé dans une zone hors de toute influence topographiques et / ou bâtimementaires pouvant créer des phénomènes micro-météorologiques.

Selon l'échéancier de l'annexe 16 des prescriptions annexées au présent arrêté, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement le bilan des résultats de mesures de cette surveillance environnementale, avec ses commentaires, qui tiennent

notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées et, le cas échéant, des conditions météorologiques lors des mesures. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

#### **Constats :**

LAT NITROGEN a diligenté une surveillance environnementale des oxydes d'azote dans l'air à proximité de son site selon un plan de surveillance établi en décembre 2020 avec l'INERIS. Une première campagne pour définir le bruit de fond ambiant a été réalisée à l'été 2021 durant l'arrêt des unités. Le rapport INERIS du 13 février 2024 transmis à l'inspection présente les résultats de la seconde campagne de prélèvements réalisée au cours de l'été 2023. Cette campagne, initialement prévue pour une durée de 10 jours, a été réalisée à la demande de LAT NITROGEN du 3 au 31 juillet 2023 pour couvrir la même période que la campagne de 2021. Durant cette seconde campagne, l'unité de fabrication d'ammoniac a d'abord tourné sans l'unité de lavage de NOx (DeNOx), puis avec.

Le rapport de l'INERIS conclut sur la présence de pics de NO<sub>2</sub> (9,5µg/m<sup>3</sup>) pour 2 des 4 emplacements sélectionnés, principalement en début de matinée liés probablement au trafic routier. Pour les PM<sub>10</sub>, les niveaux mesurés sont similaires entre les différents emplacements avec une concentration autour de 14µg/m<sup>3</sup>.

L'INERIS précise qu'au niveau des 4 emplacements, les valeurs en NO<sub>2</sub> et PM<sub>10</sub> n'ont pas dépassé les valeurs limites pour la protection de la santé humaine et sont restées du même ordre de grandeur, voire inférieures, à celles mesurées lors de l'état initial au cours duquel l'installation était à l'arrêt.

L'INERIS constate que cette seconde campagne n'a pu mettre en évidence un effet sur les concentrations mesurées dans l'environnement en oxydes d'azote après la mise en route de l'unité de lavage DeNOx de l'atelier d'ammoniac.

Enfin, l'INERIS ne s'explique pas les résultats obtenus, où les niveaux mesurés pour les différents polluants suivis sont moins importants durant la seconde campagne, installation en marche optimale, comparativement à lors de la 1ère campagne où l'installation était alors complètement à l'arrêt. Ces données tendraient à montrer l'absence d'impact des rejets de l'installation sur les concentrations mesurées des différents polluants suivis autour du site selon l'INERIS.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Surveillance des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.2 de l'annexe 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des opérations

#### **Prescription contrôlée :**

Par ailleurs, l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont portés les dates des opérations de démarrage ou d'arrêt de chaque atelier. Les informations suivantes seront également portées sur ce registre :

- date et heure des arrêts de l'atelier ;
- date et heure des démarrages de l'atelier ;
- durée effective des opérations de démarrage ou d'arrêt ;
- relevé des rejets en NOx (quantité émise, concentration et flux horaire), N<sub>2</sub>O (quantité émise et

flux horaire) et NH <sub>3</sub> (quantité émise, concentration et flux horaire) pendant ces opérations de démarrage ou d'arrêt.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Durant la visite, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant que lui soit présenté son registre de suivi des opérations de démarrage et d'arrêt des unités N7 et N8. L'exploitant a projeté un journal récapitulatif des démarrages de l'unité N7 dont l'inspection a constaté le suivi des rejets en NOx, N<sub>2</sub>O et NH<sub>3</sub> (quantité émise, concentration et flux horaires). Devant l'absence du suivi des arrêts d'unité dans le document projeté, l'inspection a demandé à l'exploitant l'ajout du suivi de ces périodes transitoires.</p> <p>Les 2 tableurs de suivi des ateliers N7 et N8 transmis à l'inspection des installations classées le 11 février 2025 comportaient bien cet ajout.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il renseignait la plateforme GEREPE à partir du suivi mensuel des unités qui inclut les phases transitoires de démarrage et d'arrêt d'unités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Périodes transitoires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.3 de l'annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dépassement des VLE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement transitoire des installations de combustion (périodes transitoires de démarrage et d'arrêt de l'atelier AM2) ne dépasse pas 7 jours par période de démarrage et d'arrêt. Ces périodes doivent être aussi courtes que possibles. Les seuils de charge des périodes d'arrêt et de démarrage doivent être clairs et facilement contrôlables.</p> <p>Lors des phases transitoires, l'exploitant respecte le dernier alinéa de l'article 2.1 de la présente annexe.</p> <p><u>Dernier alinéa de l'article 2.1 de l'annexe 3 :</u></p> <p>Durant les phases transitoires de démarrage et d'arrêt de l'atelier AM2, pour les paramètres visés dans le tableau ci-dessus, les résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé sur l'étendue des périodes transitoires de l'atelier de fabrication d'ammoniac AM2, l'exploitant a indiqué par courrier électronique du 11 février 2025 qu'aucun démarrage ou arrêt n'avait dépassé la limite de 7 jours ces 2 dernières années, le maximum ayant été observé étant de 6,5 jours.</p> <p>En parallèle, l'inspection des installations classées a questionné l'exploitant sur la traçabilité des rejets atmosphériques exceptionnels issus des phases transitoires dans l'outil GEREPE (Quotas - émissions). L'exploitant a précisé que bien que les incidents ne soient pas renseignés dans GEREPE, les rejets des phases transitoires sont pris en compte car la donnée provient de la consommation</p>

de méthane de l'unité. Les résultats d'autosurveillance transmis mensuellement intègrent un facteur d'émission en fonction de la quantité de gaz consommé avant d'être renseigné annuellement sur GEREP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Incident ou accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.7.1 du Titre 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration et rapport

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise les éléments demandés à l'article R512-69 du code de l'environnement et notamment :

- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident,
- les effets sur les personnes et l'environnement,
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme,
- le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si les investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet à cette échéance les éléments en sa possession, les études engagées et propose à l'inspection des installations classées une date de remise du rapport détaillé définitif.

**Constats :**

Le jeudi 30 janvier 2025 entre 17h00 et 17h30, LAT NITROGEN a mesuré une concentration d'ammoniac sur les détecteurs en limite de site supérieure à l'échelle de mesures (100 ppm). L'entreprise a alors envoyé son équipe de pompier du site sur le parking du centre routier (à l'extérieur du site) qui a mesuré la présence de 24 ppm d'ammoniac. Ce dégagement a été émis depuis la torche du STOCKAM, lors de la remise en ligne de l'installation suite à des travaux de maintenance sur les vannes. L'événement a été maîtrisé à partir de 17h30 par l'exploitant avec la suppression des émissions.

**Demande n°11 :** l'inspection des installations classées demande à l'exploitant que lui soit transmis avant le 30 avril 2025 un rapport d'incident conforme à l'article 2.7.1 du Titre 2 de l'arrêté préfectoral cadre du 30 septembre 2022.

Il est à noter que l'événement n'a pas engendré de plainte du voisinage ni de signalement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours